

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 38 (2025)

Faits saillants

- ❖ Cambodge : accueil d'une délégation d'entreprises organisée par Business France et le MEDEF International
- ❖ Indonésie : annonce d'un troisième plan de relance pour près de 1 Md USD
- ❖ Singapour : lancement du Future of Investment and Trade (FIT) Partnership avec 13 autres membres de l'OMC

LE CHIFFRE À RETENIR

7 Md USD

Montant de l'excédent commercial indonésien au S1-2025

Région

OMPI : l'ASEAN confirme son dynamisme dans l'Indice mondial de l'innovation 2025

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a publié l'édition 2025 de son Indice mondial de l'innovation, qui place Singapour au 5^e rang mondial (4^e en 2024). L'écosystème singapourien se distingue par une forte intensité en R&D, un secteur privé innovant, des institutions solides et une concentration de capital-risque, avec des résultats de premier plan dans dix indicateurs, dont la fabrication de haute technologie, la valorisation des entreprises innovantes et l'activité numérique. Le Vietnam se maintient au 44^e rang, soutenu par un dynamisme industriel et une montée en compétences technologiques, tandis que les Philippines progressent au 50^e rang (53^e en 2024), tirées par leurs exportations de technologie et de services numériques. L'Indonésie (55^e, 54^e en 2024) bénéficie de la taille de son marché intérieur et d'investissements croissants dans l'innovation, tandis que la Malaisie (34^e, 33^e en 2024) conserve un profil compétitif (1^{er} pour la part des diplômés dans les STIM). La Thaïlande recule légèrement (45^e, 41^e en 2024) mais reste portée par son secteur manufacturier et ses politiques de soutien à l'innovation. Les économies de plus petite taille affichent des trajectoires contrastées : le Brunei se maintient au 88^e rang, tandis que le Cambodge (100^e), le Laos (109^e) et la Birmanie (122^e) occupent les dernières positions du classement.

Lancement du Forum Chine–ASEAN sur le transfert technologique et l’innovation collaborative

Le Forum Chine–ASEAN sur le transfert technologique et l’innovation collaborative s’est ouvert le 16 septembre à Nanning (Guangxi), réunissant responsables scientifiques, chercheurs et représentants d’entreprises de Chine et de plusieurs États membres de l’ASEAN. Les échanges ont porté sur le déploiement responsable et l’accès équitable aux technologies d’intelligence artificielle (IA), dans une logique de coopération régionale orientée vers le bien-être public. À cette occasion, le plan de travail triennal 2025-2027 de l’initiative « China-ASEAN AI-Driven Sci-Tech Capacity Enhancement » a été publié, accompagné du lancement de plusieurs projets, dont la création d’un centre de coopération en innovation IA, d’une alliance open-source Chine-ASEAN, d’un fonds pour la valorisation commerciale de la recherche et d’un programme régional de formation de la main-d’œuvre « AI+ ». Près de dix accords technologiques bilatéraux et multilatéraux ont été signés avec six pays de l’ASEAN, visant à renforcer les transferts de technologies et les plateformes conjointes. L’édition 2025 a mis l’accent sur l’IA et proposé plusieurs sessions spécialisées, telles que le Forum des jeunes scientifiques 10+3, une conférence dédiée à la coopération en IA et un évènement de mise en relation technologique.

Indonésie

Annonce d’un troisième plan de relance pour près de 1 Md USD

Le ministre coordinateur pour les Affaires économiques Airlangga Hartarto a annoncé le 15 septembre la mise en place d’un nouveau plan de relance, d’un montant de 16 200 Md IDR (environ 980 M USD), afin de soutenir l’emploi et la consommation. Le plan comprendra notamment un programme de distribution de riz à 18,3 M de ménages, pour un coût d’environ 7 000 Md IDR (environ 420 M USD), un programme « cash for work » (5 300 Md IDR, environ 320 M USD) devant permettre d’employer 600 000 personnes pour des projets de construction d’infrastructures en milieu rural, un programme de stages pour 20 000 diplômés de l’université, ainsi que des exonérations fiscales, pour un demi-million de personnes travaillant dans le tourisme, pour les MPME (taux d’imposition sur le chiffre d’affaires maintenu à 0,5 % jusqu’en 2029 tandis que ce taux devait être porté à 1 % à compter de 2026 pour les entreprises dont les revenus sont inférieurs à 4,8 Md IDR par an), ou encore une réduction de 50 % des cotisations pour l’assurance-accident du travail à laquelle cotisent les chauffeurs de camion, taxi ou moto-taxi. Selon le ministre des Finances Purbaya Yudhi Sadewo, ces nouvelles mesures ne devraient pas avoir d’incidence sur le déficit public, toujours attendu à 2,78 % du PIB pour l’année 2025.

Transfert aux banques publiques

Le ministre des Finances nouvellement nommé, Purbaya Yudhi Sadewo, a annoncé le 12 septembre l’injection de 200 000 Md IDR (environ 12,2 Md USD) de liquidité vers cinq banques publiques. Les fonds proviendraient des excédents d’endettement accumulés par le gouvernement et non-affectés (« Sal »), qui s’élèvent actuellement à 458 000 Md IDR (27,8 Md USD). Selon le ministre, les fonds transférés seront mis à disposition des banques publiques pour leurs opérations de crédit. D’après certains économistes, l’opération devrait accroître de 1,7 % les dépôts bancaires et pourrait générer un

effet ponctuel sur la croissance, estimé à 0,2 point de PIB. D'autres observateurs soulignent toutefois que le marché ne manque pas de liquidités mais doit faire face à la faiblesse de la demande de crédit. Pour mémoire, le gouvernement prévoit aussi de financer le programme des coopératives villageoises (cf. Brèves semaine 30), via le Sal pour un montant de 240 000 Md IDR (14,5 Md USD) d'ici 2027.

Excédent commercial solide et exportations en hausse au S1-2025

Au cours du S1-2025, l'Indonésie a dégagé un excédent commercial de 7 Md USD, fortement tiré par l'excédent enregistré en juin (4,2 Md USD), selon les données de l'agence nationale de statistiques (BPS). De janvier à juin 2025, les exportations se sont établies à un niveau élevé, 135,4 Md USD (+ 7,7 % en g.a.) tandis que les importations ont atteint 116 Md USD (+ 5,3 % en g.a.). Les exportations d'électronique ont progressé de 33 % sur un an pour atteindre 9,3 Md USD, tandis que celles de chaussures et de machines ont chacune gagné 19 %, à respectivement 3,8 et 3,7 Md. La joaillerie a également affiché une hausse de 10 %, à 5,3 Md USD. Les matières premières demeurent des postes clés d'exportation, avec des croissances notables pour l'huile de palme brute (+31 %, à 15,9 Md) et l'acier (+10 %, à 13,8 Md). En revanche, les exportations de charbon (-18 %, à 22,4 Md) et de minerais (-40 %, à 2,6 Md) ont nettement reculé.

Timor Leste : manifestation contre l'achat de voitures pour les députés

À Dili, plus d'un millier de personnes, en majorité des étudiants, ont manifesté les 15 et 16 septembre contre le projet d'achat de 65 véhicules tout-terrain destinés aux membres du Parlement. La mesure, proposée l'an dernier dans le budget 2025 puis retirée et discutée à nouveau dans le cadre du budget 2026, a suscité de vives critiques dans un pays où plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale. Les parlementaires ont finalement décidé de retirer cette mesure et indiqué qu'elle ne serait pas mise en œuvre au cours de l'actuelle mandature (élue jusqu'en 2028). Le budget global du pays pour 2025 s'élève à 2,6 Md USD.

Malaisie

Forte croissance du tourisme étranger en 2024

Selon le département des statistiques malaisien (DOSM), la Malaisie a enregistré 37,96 millions d'arrivées de visiteurs étrangers en 2024 (+31,1 % par rapport à 2023), nombre dépassant les 35,05 millions de 2019. Elles ont bondi de 130,9 % en g.a. en provenance de Chine, 3ème pays d'origine avec une part de 9,8 % après Singapour (49,7 % du total, +27,2 % en g.a.) et l'Indonésie (10,9 %, +19,1 % en g.a.). La France est le premier contributeur de l'Union européenne et le 15ème au niveau mondial (0,5 % du total, +39,9 %). Ces chiffres sont toutefois à nuancer. Il faut tout d'abord garder à l'esprit le poids du voisin singapourien dans le total. Par ailleurs, le pays n'a compté que 25,02 millions d'arrivées pour des séjours d'au moins une nuitée (+24,2 % en g.a.). Ces dernières ont participé pour 22,5 Md USD aux dépenses touristiques (+40,9 % en g.a.) dont le montant total a atteint 23,4 Md USD (+41,1 % en g.a.). Enfin, la progression de la Chine pourrait n'être qu'un rattrapage et devra être confirmée. Au total, la contribution du secteur du tourisme à l'économie malaisienne s'est améliorée, représentant 15,1 % du PIB (contre 14,9 % en 2023) et 39,1 % des emplois.

Accélération de la production industrielle en juillet

La production industrielle a augmenté de 4,1 % en juillet en g.a. (contre +2,7 % en juin), cette performance ayant dépassé largement les prévisions qui tablaient sur une croissance de +2,8 % en g.a. La hausse a été tirée par la production manufacturière (+4,3 % après +3,4 % en juin) et par le rebond des industries extractives (+4,3 % après 0,1 %), surtout d'hydrocarbures. La génération d'électricité a progressé plus modérément (+1,7 % après +1,6 %).

Adoption d'un projet de loi pour encadrer les échanges transfrontaliers d'électricité

Le Parlement malaisien a adopté le 9 septembre un projet de loi qui amende la loi de 1990 encadrant le marché de l'électricité afin d'y intégrer les opérations relatives aux échanges transfrontaliers. Le texte impose l'obtention d'une licence préalable pour les entreprises intéressées, qui sera délivrée par la Commission de l'énergie après l'approbation du ministère chargé de la Transition énergétique et le paiement d'une redevance. Une définition des certificats verts est également introduite afin de faciliter leur reconnaissance et leur commercialisation. Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de l'objectif de 70 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique en 2050 fixé par la feuille de route sur la transition énergétique (NETR) et du projet d'interconnexions électriques régionales Asean Power Grid. Par ailleurs, le ministère de la Transition énergétique et de la transformation de l'eau a annoncé le 5 septembre la mise aux enchères d'une tranche 100 MW d'électricité verte à destination du marché singapourien. Les opérateurs intéressés devront s'inscrire auprès de l'Acheteur unique malaisien (« Single Buyer ») entre le 26 septembre et le 3 octobre. La précédente opération de ce type, datant de 2024, s'était conclue par la signature d'un contrat entre l'électricien malaisien Tenaga Nasional (TNB) et la société singapourienne Sembcorp Power pour la fourniture de 50 MW.

Singapour

Les exportations non pétrolières en recul de 11,3 % en août sous l'effet des tarifs américains

Les exportations domestiques hors pétrole (NODX) de Singapour ont chuté de 11,3 % en g.a. en août 2025, accentuant le repli de juillet (-4,7 %), notamment sous l'impact des droits de douane américains sur les produits électroniques et non électroniques. La baisse a été marquée par les circuits intégrés, les machines spécialisées, les produits alimentaires préparés et les pétrochimiques, avec des contractions particulièrement fortes vers les États-Unis (-28,8 %), la Chine (-21,5 %) et l'Indonésie (-39,6 %). Entreprise Singapore a indiqué suivre attentivement les effets de ces mesures et pourrait réviser sa prévision d'exportations pour 2025 en cas de dégradation des conditions. Malgré ce recul, la demande de transbordement et les indicateurs de logistique portuaire demeurent robustes, soutenant les perspectives de croissance annuelle du PIB, que les prévisionnistes situent encore autour de 3 %.

Quatorze membres de l'OMC, dont Singapour, lancent un partenariat pour défendre un commerce ouvert et équitable

Le 16 septembre 2025, quatorze petits et moyens membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), parmi lesquels Singapour, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, les Émirats arabes unis et le Maroc, ont créé le Future of Investment and Trade (FIT) Partnership afin de renforcer la coopération commerciale dans un contexte de tensions sur le système multilatéral. Cette initiative vise à promouvoir un agenda ouvert et prospectif, en mettant l'accent sur trois axes : (i) la résilience des chaînes d'approvisionnement ; (ii) la facilitation des investissements ; (iii) et la réduction des obstacles non tarifaires. Le FIT se veut une plateforme souple et inclusive, réunissant acteurs publics et privés pour catalyser des projets concrets, notamment dans le domaine du e-commerce. Singapour accueillera la première réunion ministérielle du partenariat en marge du Bloomberg New Economy Forum, du 19 au 21 novembre 2025, avec l'objectif d'annoncer des initiatives opérationnelles. Pour le vice-Premier ministre et ministre du Commerce et de l'Industrie Gan Kim Yong, ce cadre doit permettre aux économies de taille moyenne, particulièrement exposées aux politiques tarifaires américaines et aux risques de fragmentation des marchés, de jouer un rôle de « pionniers et bâtisseurs de ponts » afin de préserver un commerce international ouvert et prévisible.

Singapour renforce sa stratégie climatique par des achats et accords de crédits carbone

Singapour a annoncé l'acquisition de 2,175 millions de tonnes de crédits carbone issus de projets de préservation des forêts et de restauration des sols au Ghana, au Pérou et au Paraguay, pour un montant de 76,4 M SGD. Cette première opération, coordonnée par le NCCS et le MTI, permettra de compenser près de 4 % des émissions nationales de 2022 et contribue à l'atteinte de l'objectif climatique de 2030 fixé par l'Accord de Paris. Parallèlement, Singapour et le Vietnam ont signé le 16 septembre un accord de commerce de crédits carbone couvrant environ 2,5 Mt d'émissions annuelles jusqu'en 2030. L'accord prévoit que 5 % des revenus générés soient réalloués à des projets d'adaptation au Vietnam, renforçant à la fois la coopération régionale et la transition vers une économie bas carbone.

Vietnam

Hausse de 20,6 % du plafond des emprunts pour 2025

Par la décision 1940/QĐ-TTg du 8 septembre, le Vietnam a approuvé le plan de prêts publics et de remboursement de la dette pour 2025, ainsi que le programme de gestion de la dette publique pour la période 2025-2027. Pour l'année 2025, l'encours maximal d'emprunt public est fixé à environ 30,9 Md USD, soit une hausse de 20,6 % par rapport à 2024, afin de répondre aux besoins croissants en matière d'investissement public, de transformation numérique et de transition écologique. Cette enveloppe comprend : 16,8 Md USD pour couvrir le déficit budgétaire (54,4 % du total des emprunts), 13,9 Md USD destinés au remboursement de la dette publique (44,3 %), et près de 417 M USD pour le prêt relais (1,3 %). Dans une optique de financement durable, le gouvernement continuera de diversifier ses sources de financement, notamment via l'émission d'obligations et

les prêts étrangers à taux préférentiels. Sur l'ensemble de la période 2025-2027, le plafond global des emprunts publics est fixé à environ 84 Md USD, soit une hausse de 19,1 % par rapport au programme triennal précédent (2024-2026). Par la décision 1940, le gouvernement prévoit également un contrôle strict de la dette des collectivités locales qui devront se conformer à la loi sur le budget, et une accélération des investissements publics.

Une réforme envisagée pour améliorer l'efficacité des entreprises d'Etat

Le 12 septembre 2025, le Vice-Premier ministre Nguyen Chi Dung a présidé une réunion avec plusieurs ministères pour finaliser un projet de résolution visant à améliorer l'efficacité et le rôle de l'économie d'Etat dans le contexte d'une concurrence croissante avec le secteur privé. Le texte en préparation prévoit un ensemble de mesures concrètes : amélioration de la gouvernance, meilleure utilisation des ressources publiques, évaluation des entreprises déjà privatisées, et possibilité de création de nouvelles entreprises d'Etat dans des secteurs stratégiques. Il met également l'accent sur la nécessité d'une coordination interinstitutionnelle et d'une approche cohérente avec les lois existantes, notamment celle sur le budget de l'Etat. Pour rappel, selon les données du GSO (General Statistics Office), la part des entreprises d'Etat dans le PIB du pays a diminué entre 2010 et 2023, passant de 24,2 % à 21 % du PIB, alors que la contribution du secteur privé sur la même période a augmenté, passant de 49,7 % à 50,4 %. Un rapport de la Banque mondiale de 2021 souligne que le Vietnam compte plus de 2 200 entreprises d'Etat lesquelles emploie plus d'un million de salariés et représente 30 % des revenus de l'Etat. Elles occupent des secteurs clefs de l'économie et jouent un rôle central pour la stabilité économique du pays. Parmi les plus emblématiques, figurent PetroVietnam (PVN) et Vietnam National Petroleum Group (Petrolimex) dans le secteur du pétrole et du gaz, Vietnam Railways dans les transports ferroviaires ou encore Vietnam National Food Group (Vinafood) dans l'agroalimentaire.

Un plan de reclassement du marché boursier

Le gouvernement vietnamien a approuvé, le 12 septembre, un plan de grande envergure visant à moderniser et dynamiser le marché boursier national. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de renforcement de l'attractivité du marché financier vietnamien auprès des investisseurs étrangers, avec pour ambition de le rendre plus transparent, liquide et compétitif à l'échelle internationale. À court terme, le Vietnam ambitionne d'obtenir le statut de marché émergent secondaire auprès de FTSE Russell (filiale du London Stock Exchange) dès 2025 puis celui de marché émergent avancé d'ici 2030. À l'horizon 2030, l'objectif est également de satisfaire aux critères de désignation de marché émergent par MSCI (Morgan Stanley Capital International). Dans cette perspective, le gouvernement prévoit un ensemble de réformes structurelles majeures : renforcement du cadre juridique, simplification des procédures de marché, modernisation des infrastructures et assouplissement des restrictions comme la suppression de l'obligation de préfinancement des transactions qui décourageaient jusque-là les opérateurs étrangers. Ce plan marque une étape importante dans l'intégration du Vietnam aux marchés financiers mondiaux et vise à faire de la Bourse de HCM-Ville un centre financier régional de premier plan.

Thaïlande

La Thaïlande 4ème parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, 4ème en ASEAN, et 45ème dans le monde à l'indice mondial de l'innovation 2025 de l'OMPI

La Thaïlande perd 4 places dans le classement mondial par rapport à 2024. Parmi les forces de la Thaïlande, l'OMPI note des critères financiers (le crédit et la capitalisation boursière) et commerciaux (importations et exportations de biens à haute intensité technologique, exportations de biens créatifs, part des paiements liés à la propriété intellectuelle dans le commerce), ainsi que la part des investissements de R&D financés par les entreprises, et le dépôt de modèles d'utilité. La R&D est considérée comme une force de la Thaïlande mais uniquement relativement à son groupe de revenu. Parmi les faiblesses de la Thaïlande, l'OMPI note les dépenses d'éducation, les scores PISA en lecture, mathématiques et sciences, les investissements provenant du capital-risque (VC), la croissance de la productivité du travail, et le commerce de services TIC (importation et exportation). Dans le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur, la Thaïlande est positionnée derrière la Chine (10ème), la Malaisie (34ème) et la Turquie (43ème). Ainsi, l'OMPI classe la Thaïlande comme l'un des pays « surperformant » en matière d'innovation relativement à son niveau de développement. En ASEAN, la Thaïlande est passée derrière le Vietnam, pays à revenu intermédiaire inférieur (44ème) et est derrière la Malaisie (34ème) et Singapour (5ème). Concernant les pôles d'innovation, Bangkok est mentionné comme tel par l'OMPI, mais en dehors du Top 100 mondial. L'ASEAN compte 2 pôles dans le top 100, Singapour et Kuala Lumpur.

La dépense publique dédiée aux personnes âgées en hausse constante

Avec un budget prévu à 365 Md THB pour l'exercice fiscal 2026, ce poste est en hausse de 9 Md THB par rapport à 2025, et en hausse de 49,6 % par rapport à 2017 (244 Md THB). Il représenterait ainsi près de 10 % des dépenses publiques prévues en 2026 (3 780 Md THB). Ce montant de dépense couvre notamment les allocations vieillesse universelles et progressives selon l'âge : 600 THB (environ 16 EUR) par mois pour les 60–69 ans, 700 THB pour les 70–79 ans, 800 THB pour les 80–89 ans et 1000 THB pour les 90 ans et plus. Pour rappel, l'ONU estime que le ratio de dépendance des personnes âgées de la Thaïlande sera de 41 % en 2040. Le pays est devenu une société âgée en 2024 (plus de 20 % de la population au-dessus de 60 ans) et devrait devenir une société « super-âgée » à l'horizon 2031 (plus de 28 % de personnes au-dessus de 60 ans).

La Thaïlande était le deuxième exportateur mondial d'aliments pour animaux de compagnie en 2024

Les exportations thaïlandaises se sont élevées à 2,7 Md USD, soit une hausse de 29 % par rapport à l'année précédente, selon le ministère du Commerce. En 2024, le principal client des aliments thaïlandais pour chiens et chats étaient les États-Unis, avec des exportations d'une valeur de 868 M USD, en hausse de 47 % par rapport à l'année précédente et représentant 32,4 % des exportations totales. Les exportations vers le Japon ont atteint 329 M USD suivies par l'Australie 67 M USD, l'Italie à 65 M USD et la Malaisie à 38 M USD.

Philippines

Les Philippines lancent leur première centrale agrivoltaïque capable d'assurer une production continue d'électricité

Le dimanche 14 septembre, le président Marcos a inauguré la ferme Citicore Solar Batangas 1, une centrale solaire équipée d'un stockage à grande échelle permettant de produire de l'électricité en continu. Avec une puissance maximale de 197 mégawatts et un système de batteries (BESS) de 320 mégawattheures, la ferme peut alimenter 158 000 foyers et éviter l'émission de 265 000 tonnes de CO₂ par an. Ce projet de 10 Md PHP (175 M USD), mené par la Citicore Renewable Energy Corporation (CREC), s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise de développer l'agrivoltaïsme, une approche qui associe production d'énergie solaire et agriculture en cultivant sous et autour des panneaux afin d'optimiser l'usage des terres, soutenir les revenus agricoles et renforcer la sécurité alimentaire. En outre, l'initiative contribue aux objectifs du gouvernement visant à porter la part des énergies renouvelables à 35 % d'ici 2030 et 50 % d'ici 2040, conformément au Philippine Energy Plan (PEP) 2020-2040.

Le taux de chômage remonte au-dessus des 5% en juillet 2025, un niveau inédit depuis août 2022

Le taux de chômage est remonté à 5,3 % en juillet 2025, (+0,6 ppt en g.a et +1,6 ppt par rapport au mois précédent), son plus haut niveau depuis août 2022. Le nombre de chômeurs s'est ainsi établi à 2,59 M (+210 000 en g.a et +640 000 en un mois) sous l'effet notamment des pertes d'emploi significatives dans l'agriculture (-1,38 M en g.a), liées aux récentes tempêtes tropicales. En termes de composition de l'emploi, le secteur des services reste le principal pourvoyeur et représente 62,8 % de l'emploi total en juillet 2025. Ce taux de chômage relativement faible masque toutefois un sous-emploi significatif qui s'établit à 14,8 % (+22 % en g.a.), soit 6,8 millions de travailleurs souhaitant davantage d'heures de travail ou un second emploi.

Cambodge

L'essor de l'ASEAN

Selon la douane cambodgienne, les échanges commerciaux entre le Cambodge et les 9 autres pays de l'ASEAN ont atteint 11 Md USD au cours des huit premiers mois de 2025, en hausse de 4,5 % par rapport à la même période de 2024. Les exportations cambodgiennes ont augmenté de 16 % à 4 Md USD et les importations ont diminué de 1,2 % à 7 Md USD. En détail, le commerce se fait principalement avec cinq pays membres : Vietnam (5,6 Md USD, +6,8 %), Thaïlande (2,6 Md USD, -4,6 %), Indonésie (0,7 Md USD, -4,8 %), Malaisie (à peine 0,7 Md USD, +14,5 %) et Singapour (0,6 M USD, -4,5 %). Le Cambodge exporte surtout des produits agricoles (riz, noix de cajou, caoutchouc, manioc et maïs), en particulier vers le Vietnam. C'est effectivement dans ce pays voisin qu'est transformée une bonne part des produits agricoles cambodgiens (à titre d'exemple, 95 % du caoutchouc cambodgien est transformé au Vietnam). Dans le même temps, le Royaume importe principalement des produits pétroliers, des biens de consommation, des aliments et des boissons, ainsi que des matériaux de reconstruction.

8 mois de boom des investissements

Au cours des huit premiers mois de 2025, le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) annonce avoir approuvé 491 projets d'investissement (+71 %) pour un montant total de 7,2 Md USD (+50 %). Parmi ces projets, le secteur manufacturier a reçu 5 Md USD et les infrastructures de 1,8 Md USD, tandis que le secteur agro-industriel a reçu 370 M USD et celui du tourisme 175 M USD. Les investisseurs chinois en représentent 53 %, suivis des investisseurs locaux avec 31 %. Dans le but d'améliorer l'environnement des affaires, le CDC indique vouloir examiner les réglementations et procédures en place pour repérer ceux nécessitant une réforme. Tout en cherchant à diversifier son économie et ses exportations, le Cambodge devra aussi s'ajuster aux implications de la fin du statut PMA prévue fin 2029. Les autorités redoutent une certaine incertitude liée au conflit avec la Thaïlande alors que les investissements étrangers restent un moteur du développement économique du Royaume.

MEDEF International et Business France au Cambodge

Les 11 et 12 septembre, une délégation d'entreprises organisée par Business France et le MEDEF International s'est rendue au Cambodge. Initialement prévue pour accompagner le déplacement du ministre délégué au Commerce extérieur, Laurent Saint Martin, elle a été maintenue malgré la démission du gouvernement. Cette visite fait partie d'une dynamique régionale qui englobe aussi la Malaisie et le Vietnam. Cette délégation d'entreprises, conduite par le nouvel ambassadeur de France au Cambodge, a rencontré plusieurs ministres (environnement ; mines et énergie ; santé) et ministère (économie et finances) pour discuter de projets ou du cadre des investissements dans le Royaume. Une partie de la délégation a également pu visiter le nouvel – et impressionnant – aéroport international de Phnom Penh. Cette visite s'inscrit dans l'approfondissement des relations bilatérales et dans la perspective de la visite d'Etat que le Président de la République ferait au Cambodge, à l'occasion du XXème sommet de la Francophonie (novembre 2026).

Laos

L'inflation enfin contenue

Après avoir atteint un sommet à 41,3 % en février 2023, l'indice des prix à la consommation a baissé à 5,3 % en août contre 7,2 %. L'objectif des autorités était de ramener l'inflation moins de deux chiffres en 2024 ; l'objectif aura été atteint en 2025. Pour autant, l'évolution des prix reste tout à fait inégale. Ainsi, les prix du logement et des dépenses liées (eau, électricité et combustible) ont encore progressé de 16,1 % alors que les dépenses de santé croissaient de 14,6 %. Les autorités mettent en avant les effets de leurs politiques visant à stabiliser le kip, à mieux gérer les finances publiques et aux efforts pour contrôler le coût des importations (comprendre, réduire ces dernières). De fait, alors que le kip avait perdu 58 % face au dollar en 5 ans, il n'a perdu que 2 % au cours de l'année écoulée. Sans surprise, les ménages estiment que les chiffres ne reflètent pas leur réalité. La composition du panier sur laquelle est basé le calcul de l'inflation n'est pas contesté qu'au Laos.

Birmanie

Le chef de la junte ouvre la voie à l'autorisation des investissements en renminbi

Min Aung Hlaing, chef de la junte au pouvoir, a annoncé le 12 septembre des mesures « dès que possible » pour autoriser les investissements étrangers libellés en yuan chinois, en plus du dollar, afin de répondre à la préférence de certains investisseurs chinois. A l'issue d'une réunion gouvernementale, Min Aung Hlaing a également demandé d'accorder la priorité à la promotion des investissements, de créer une association sino-birmane du commerce et de l'investissement, et de renforcer les exportations agricoles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr